

M. Delcos tendant à prévoir des émissions publiques agricoles (p. 3035); *Amendement de M. Barel tendant à exonérer de la redevance téléphonique les vieux travailleurs et économiquement faibles* (p. 3035, 3036); FINANCES, CHARGES COMMUNES, chap. 5110: *Amendement de M. Chassaing tendant à réduire de 500 millions les crédits pour le fonds régulateur des prix (Subventions au papier de presse)* [16 mai 1951] (p. 5236); *RADIODIFFUSION FRANÇAISE*, amendé par le Conseil de la République: *Discussion générale* [21 mai 1951] (p. 5594); Art. 1^{er} bis: *Amendement de M. Thuillier tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif aux émissions compensées* (p. 5595, 5596); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; *RADIODIFFUSION*, chap. 900: *Outillage pour la radio (Radio-Nancy)* [11 avril 1951] (p. 3131); Art. 16: *Autorisation de programmes pour la radio (Radio-Alger)* (p. 3140); *Amendement de M. Baylet tendant à établir une taxe sur la publicité diffusée par des postes situés à l'étranger* (p. 3141).

GENEST (M. Maurice), *Député d'Eure-et-Loir*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre: de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de l'agriculture [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des pensions [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute cour de justice (Application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484).

Dépôts :

Le 6 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la ration de tabac, n° 477

(rectifié). — Le 6 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre la ration de sucre à 750 grammes pour les catégories M et C, n° 1248. — Le 29 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi accordant une allocation viagère aux vieux médaillés du travail, n° 1486. — Le 27 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures pour sauvegarder les récoltes contre les incendies, n° 2503. — Le 15 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de l'impôt sur les postes de T. S. F. tous les vieillards jouissant de la retraite des vieux travailleurs, les bénéficiaires de l'allocation temporaire et les bénéficiaires de l'allocation d'assistance aux infirmes et incurables, n° 3115. — Le 6 février 1948, une proposition de loi tendant à priver les oisifs des cartes de rationnement, n° 3278. — Le 6 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de la carte de priorité aux malades atteints de paralysie des membres inférieurs à la suite de poliomyélite, n° 3279. — Le 13 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique d'encouragement de la production laitière, n° 3386. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission d'agriculture sur la proposition de résolution de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la suppression de toutes les taxes sur l'avoine pour la partie de ce produit vendue au marché libre, n° 3847. — Le 4 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un supplément d'un quart de litre de lait cru aux vieillards, n° 4463. — Le 17 juin 1948, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de Mme Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux catégories J et A, 200 grammes de beurre en remplacement des 200 grammes de margarine, n° 4601. — Le 25 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter, à dater du 1^{er} juillet 1948, la ration de pain à 350 grammes et à en améliorer la qualité, en ramenant le taux de blutage à 85 0/0, n° 4729. — Le 1^{er} juillet 1948, un

rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Genest et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un supplément d'un quart de litre de lait cru aux vieillards, n° 4819. — Le 15 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la prime de 2.500 francs fixée par l'arrêté du 6 septembre 1948, aux apprentis avec contrat, n° 5472. — Le 18 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures utiles à la remise en vigueur des lignes de chemin de fer à faible trafic (dites lignes secondaires) notamment la ligne Nogent-le-Rotrou—Courtalain reliant les plus grandes lignes de la région ouest, n° 5493. — Le 26 novembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les salariés des professions agricoles du remboursement de l'impôt cédulaire, de la prime aux allocations familiales et de la majoration des salaires accordées aux travailleurs des autres professions, n° 5666. — Le 10 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention substantielle au centre « Jean-Moulin », maison de post-cure des déportés et internés patriotes, n° 5799. — Le 23 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter la ration de sucre à 1 kilo 500 pour tous les enfants et jeunes gens (catégories J et A), n° 5908. — Le 28 janvier 1949, une proposition de loi tendant à exonérer totalement de la taxe sur les postes de T.S.F. tous les vieillards jouissant de la retraite des vieux travailleurs, les bénéficiaires de l'allocation temporaire et les bénéficiaires de l'allocation d'assistance aux infirmes et incurables, n° 6236. — Le 25 février 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à revaloriser les pensions d'invalidité ainsi que leurs accessoires, n° 6600. — Le 25 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir des tarifs préférentiels de transports pour certains produits agricoles, n° 6603. — Le 14 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté pour le commerce du sucre sans augmentation de prix, n° 7430. — Le 27 octobre

1949, une proposition de loi tendant à accorder aux vieillards des hospices une somme mensuelle de 1.000 francs à titre d'argent de poche, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent, n° 8283. — Le 4 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter la ration de café de 125 à 250 grammes à compter du 1^{er} décembre 1949, sans augmentation de prix en attendant la suppression du rationnement pour cette denrée, n° 8313. — Le 8 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la prime exceptionnelle de 3.000 francs aux jeunes travailleurs de moins de 18 ans, n° 8323. — Le 3 février 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à publier dans les moindres délais les décrets d'assimilation et les arrêtés d'échelonnement dont la non-parution retarde la liquidation, sur les bases de la péréquation, des pensions de certaines catégories de fonctionnaires retraités, n° 9169. — Le 8 février 1950, une proposition de loi tendant à étendre aux familles des anciens déportés du travail, décédés hors de leur résidence habituelle même après le 31 mai 1946, le bénéfice de la loi 46-2443 du 16 octobre 1946 relative au transfert des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, n° 9220. — Le 24 février 1950, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les veuves et orphelins de guerre de la prorogation des baux ruraux, n° 9344. — Le 25 mai 1950, une proposition de loi tendant à établir le statut de la Résistance intérieure française, n° 10064. — Le 13 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de 6 millions, les victimes de l'orage survenu au sud de la région chartraine le 26 mai 1950, notamment dans les communes de Berchères-les-Pierres et Sours et à prendre toutes mesures propres à indemniser les sinistrés, ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950, au prorata des dégâts subis, n° 10264. — Le 23 juin 1950, une proposition de loi tendant à exonérer totalement des droits du permis de chasse et du permis de pêche, tous les vieillards jouissant de la retraite des vieux travailleurs et les bénéficiaires de l'allocation temporaire, n° 10434. — Le 21 juillet 1950, une proposition

de loi tendant à abroger le décret n° 50-806 du 29 juin 1950 portant forclusion en matière de délivrance de certificat d'appartenance aux membres des F.F.I., n° 10689. — Le 21 juillet 1950, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 50-807 du 29 juin 1950, portant forclusion en matière d'attribution de grades d'assimilation aux membres des F.F.I. et de la R.I.F., n° 10690. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux déportés et internés politiques le bénéfice de l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948, n° 11303. — Le 22 novembre 1950, une proposition de loi tendant au remboursement aux prisonniers de guerre des marks détenus par eux à leur retour de captivité, n° 11397. — Le 21 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Genest et plusieurs de ses collègues (n° 11303) tendant à accorder aux déportés et internés politiques le bénéfice de l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948, n° 11737. — Le 11 janvier 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949, en vue d'étendre le régime des prêts aux ayants droit des « Morts pour la France » combattants volontaires de la Résistance, n° 11890. — Le 13 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 du décret n° 50-1264 du 9 octobre 1950 afin de supprimer les abattements d'âge dans la fixation du salaire minimum garanti dans l'agriculture, n° 12460. — Le 13 avril 1951, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 51-95 du 27 janvier 1951 portant forclusion en matière de délivrance de certificat d'appartenance aux membres des F. F. I., n° 12833. — Le 14 avril 1951, une proposition de loi tendant à exonérer totalement de la taxe sur les postes de T.S.F. tous les vieillards jouissant de la retraite des vieux travailleurs, les bénéficiaires de l'allocation temporaire, les bénéficiaires de l'allocation d'assistance aux infirmes et incurables et toutes personnes âgées de 65 ans pouvant justifier d'un revenu annuel inférieur à 150.000 francs par an ou 200.000 francs pour un ménage, n° 12843.

Interventions :

Son rapport au nom du 8^e Bureau sur les opérations électorales du département du Rhône

(2^e circonscription) [28 novembre 1946] (p. 28). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [16 mai 1947] (p. 1632); — du projet de loi portant majoration de l'indemnité pour accidents du travail dans les professions agricoles; Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir des majorations supérieures à 25.000 fr. au moins* [30 avril 1948] (p. 2444); Art. 9 : *Son amendement tendant à prévoir des bonifications d'au moins 25.000 francs* (p. 2445); Art. 12 : *Son amendement tendant à prévoir des pensions d'invalidité d'au moins 25.000 francs* (p. 2445). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Débat sur la ration de pain*) [30 juin 1948] (p. 4181). — Prend part à la discussion : de sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain et à améliorer sa qualité, en qualité de *Rapporteur* [30 juin 1948] (p. 4181, 4182) : *Discussion générale* (p. 4183); — du projet de loi portant prorogation du compte spécial du ravitaillement : *Discussion générale* [18 juillet 1948] (p. 4792, 4793); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à améliorer la qualité du pain et à augmenter la ration, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1948] (p. 5113); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, RAVITAILLEMENT, AGRICULTURE, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique agricole* [2 août 1948] (p. 5205, 5206, 5207). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, une question concernant la permission donnée aux artisans de produits laitiers de fournir directement leur clientèle de détaillants [10 décembre 1948] (p. 7532). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles; Article unique : *Contre-projet de M. Defos du Rau tendant à substituer un délai de quatre ans au délai de deux ans prévu par la loi du 13 avril 1946* [16 décembre 1948] (p. 7647); *Son amendement tendant à supprimer les réunions d'exploitation depuis 1914 au lieu de depuis 1939 seulement* (p. 7650, 7651); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre; Chap. 003 : *Allocation spéciale supplémentaire aux grands mutilés* [19 mai 1949] (p. 2669); — du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget de la Radiodiffusion française;

Art. 4 : *Recouvrement de la taxe radiophonique au profit de la Radiodiffusion française* [21 juillet 1949] (p. 4923); *Son amendement tendant à exonérer de la taxe radiophonique les vieux travailleurs et les économiquement faibles* (p. 4925); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Augmentation du taux de la redevance radiophonique* [30 juillet 1949] (p. 5578, 5579); — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels; Art. 4 : *Amendement de M. Joubert relatif à la priorité de licenciement des fonctionnaires de l'O. C. R. P. I.* [27 juillet 1949] (p. 5378); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948; Art. 1^{er} : Etat B, AGRICULTURE, Chap. 346 : *Commission consultative départementale de fermage* [28 juillet 1949] (p. 5409); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1^{er} [Art. 31 J du Code du travail]; *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à ne pas exclure les salariés de l'agriculture du champ d'application de la loi* [3 janvier 1950] (p. 66); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Amendement de M. Perdon tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale n'instituant pas de commission de conciliation spéciale pour l'agriculture* [8 février 1950] (p. 1085); — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2400, 2401, 2402). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Sa rectification d'une erreur matérielle*) [28 mars 1950] (p. 2447). — Dépose une demande d'interpellation sur la décision que vient de prendre le préfet Rastel en révoquant le docteur David, médecin-chef d'un dispensaire de l'Eure-et-Loir [29 mars 1950] (p. 2585). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Discussion générale (Ses observations sur le contrôle économique des U. S. A. sur l'Europe)* [16 juin 1950] (p. 4917, 4918); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 10 : *Amendement de M. Touchard tendant à supprimer l'article amnistiant invalides et grands mutilés de guerre* [17 novembre 1950] (p. 7885, 7886); — du projet de loi relatif au

développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 3570 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour la chasse (Taux du permis de chasse)* [26 décembre 1950] (p. 9615, 9616); — du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 2 : *Suppression des abattements de zone* [8 février 1951] (p. 937, 938); *Son amendement tendant à supprimer les abattements de zone pour les allocations familiales* (p. 942); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux salariés agricoles* [9 février 1951] (p. 1006); Art. 16 : *Cas des titulaires de pensions, retraites, secours, versés par un régime vieillesse de sécurité sociale* (p. 1009); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 6030 : *Frais de contentieux et de réparations civiles (Brutalités de la police contre les déportés manifestant place de l'Opéra)* [21 février 1951] (p. 1420, 1421); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1000 : *Ses observations sur le salaire minimum garanti aux ouvriers agricoles* [16 mars 1951] (p. 2074, 2075); *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre (Parité accordée aux travailleurs agricoles)* [20 mars 1951] (p. 2189); RADIODIFFUSION, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Barel tendant à exonérer de la redevance radiophonique les vieux travailleurs économiquement faibles, infirmes et incurables* [10 avril 1951] (p. 3036); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1030 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les indemnités de personnel (Heures supplémentaires)* [25 avril 1951] (p. 3963); Chap. 1050 : *Subventions économiques* (3963, 3964); Chap. 1230 : *Son amendement tendant à réduire de 4 000 francs les crédits pour indemnités horaires du personnel de l'Institut de la statistique* (p. 3966); Chap. 4060 : *Installation de restaurants sociaux* (p. 3969, 3970); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 6030 : *Droits pécuniaires des internés et déportés résistants* [17 mai 1951] (p. 5339, 5340); — d'une proposition de loi relative à l'interdiction du système de vente avec timbres-primés, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 mars 1951] (p. 1914); — d'une proposition de loi relative

au statut du fermage et du métayage; Art. 10 : *Son amendement tendant à accorder à l'exploitant les avantages réservés aux locataires principaux* [6 avril 1951] (p. 2859, 2860). — Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre, une question relative à la carte du combattant volontaire de la résistance [11 mai 1951] (p. 5045). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

GEOFFRE (M. Jean de), *Député du Maine-et-Loire.*

. Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'éducation nationale [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). Est nommé secrétaire : de la Commission des moyens de communication [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 717), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882); de la Commission de l'éducation nationale [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (Application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

Dépôts :

Le 21 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier le financement des dépenses des agences postales, n° 1008. — Le 29 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transférer à l'aviation civile les appareils légers Morane et Stamp actuellement inemployés et inutilisables pour l'aviation militaire, n° 4056. — Le 23 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu le 20 juin 1950 sur plusieurs communes du département du Maine-et-Loire, n° 10415.

Interventions :

Prend part à la discussion des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [16 mai 1947] (p. 1634). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant amnistie amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Pawlewski tendant à ne pas appliquer la loi aux délits de contrefaçons* [1^{er} août 1947] (p. 3842). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'Exercice 1948, Etat A, AVIATION CIVILE, Chap. 100 : *Ses observations sur l'aviation sportive* [29 juillet 1948] (p. 5029); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils; P.T.T., Chap. 0010 : *Ses observations sur le courrier des agences postales* [3 mai 1950] (p. 3196); EDUCATION NATIONALE, Chap. 3880 : *Frais de voyage des fonctionnaires d'outre-mer (Reconstruction de la maison d'Adam à Angers* [18 juillet 1950] (p. 5541, 5542); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 3040 : *Matériel de l'aviation légère et sportive (Dégâts de l'aérodrome d'Angers)* [14 mars 1951] (p. 1932). = S'excuse de son absence [15 mars 1949] (p. 1622).

GERNEZ (M. Raymond), *Député du Nord* (5^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102) [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [21 décembre 1946] (p. 202); de la Commission du ravitaillement [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la production industrielle [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré de la Haute cour de justice (Loi du 27 décembre 1945) [25 novembre 1947] (p. 5131), [26 janvier 1948] (p. 196), *session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172). — Est nommé juge suppléant à la Haute cour de justice (Appl. de l'art. 58 de la Constitution et de